

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DU BUREAU  
SEANCE DU 08/10/2024

4.5 – MISE EN PLACE D'UN ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LA REALISATION DE  
DIAGNOSTICS (ELECTRICITE, GAZ, AMIANTE, PLOMB)

Il est proposé au Bureau d'Habitat 70 de délibérer sur le renouvellement de l'accord cadre à bons de commande concernant la réalisation de diagnostics électricité, gaz, amiante et plomb.

Une délibération précédente avait été prise pour un besoin similaire en mars 2024 mais la consultation correspondante a été déclarée sans suite par l'Office.

Une nouvelle consultation sera donc lancée dans les conditions décrites ci-dessous :

Diagnostics gaz et électricité :

La loi ALUR a introduit l'exigence d'un diagnostic des installations intérieures électriques (pour tous les logements de plus de 15 ans) et des installations intérieures gaz (pour tous les logements de plus de 15 ans contenant une installation gaz).

Il doit être réalisé préalablement à toute location s'il n'a pas encore été fait pour le logement en question ou si sa date de validité est dépassée (validité : 6 ans pour la location)

Ces diagnostics sont réalisés systématiquement à chaque relocation si nécessaire.

Repérage amiante avant travaux :

Tous les logements dont le PC a été déposé avant le 01/07/1997 doivent faire l'objet d'un repérage amiante avant travaux dans le cas où une intervention est prévue.  
Le périmètre de l'investigation doit porter sur les matériaux concernés par l'intervention prévue.

Par ailleurs, tout logement d'un bâtiment d'habitation collectif doit faire l'objet d'un DAPP (Diagnostic Amiante des parties Privatives) depuis 2012.

L'amiante n'est ici recherchée que dans certains éléments de la construction (calorifugeage, flocages, faux plafonds).

L'organisme réalise ces diagnostics de la manière suivante :

- Repérages à la relocation :

L'organisme a pris le parti en 2014 de réaliser le repérage amiante avant travaux de manière systématique, à chaque relocation et pour toutes les interventions susceptibles d'intervenir dans la vie du logement.

Cette démarche a le mérite de donner une vision exhaustive de la présence d'amiante dans chaque logement de notre patrimoine, et de ne payer qu'une seule fois par logement le déplacement du diagnostiqueur et les frais généraux associés.

A ce jour, 85% du parc concerné a été traité (soit 7500 logements sur les 8800 concernés par l'obligation)

Les Diagnostics Amiante des Parties Privatives (DAPP), obligatoires selon le code de la santé publique, sont réalisés en même temps pour chaque logement des bâtiments collectifs.

- Repérages avant les travaux de réhabilitations ou de démolitions

Dans le cas où les repérages effectués à la relocation ne suffiraient pas (interventions dans les parties communes ou sur le clos-couvert), l'accord cadre pourra être utilisé afin de se dispenser des délais et des aléas économiques qu'impliquent des consultations pour chaque opération.

#### Repérage plomb avant travaux

Le plomb est susceptible d'être présent dans toutes les constructions antérieures à 1994.

En fonction de l'âge du bâtiment, un repérage doit être entrepris avant la réalisation de certains types de travaux.

Ce marché pourra permettre de réaliser ce repérage dans le cas des opérations de réhabilitation ou de démolition.

#### Contenu du marché :

Le marché décrit les prestations attendues ainsi que les prix unitaires par typologie de logement. Il aborde également les attendus en termes de délais et de format des rapports qui seront ensuite intégrés dans notre outil de gestion.

#### Caractéristiques de l'accord cadre :

- Montant annuel minimum : 50 000 €
- Montant annuel maximum : 600 000 €
- Durée : 2 ans, avec possibilité de 2 reconductions de 1 an chacune, soit une durée maximale de 4 ans.

Compte tenu de la nature du besoin (diagnostics), il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Compte tenu de l'estimation annuelle, de la durée et de la réglementation du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique, la procédure est de type appel d'offres ouvert.

Le Bureau d'Habitat 70 à l'unanimité autorise son Directeur Général à signer tous documents et pièces nécessaires à l'établissement et à la passation de l'accord-cadre à bons de commande pour la réalisation de diagnostics électricité, gaz, amiante et plomb.

Pour extrait certifié conforme

Fait à Vesoul, le 09/10/2024

Le Directeur Général

Olivier ROSAT

